

La décroissance dans la perspective de l'économie féministe

Johanna Herrigel | Anja Peter

(Figures 1 et 2 : voir annexes)

Au cœur du discours sur la décroissance se trouve la critique écologique de la croissance qui, en dépassant le paradigme de la croissance, vise à préserver les ressources vitales. Depuis peu, des voix s'élèvent au sein du mouvement de la critique de la croissance pour souligner l'importance de la critique féministe de l'économie et de la croissance comme base du mouvement de la décroissance et pour souligner qu'il ne peut y avoir d'économie durable sans perspective féministe. Dans la première partie de cet article, nous nous penchons sur la relation entre les théoriciennes et activistes féministes et le mouvement de la décroissance, et nous attirons l'attention sur leurs mères féministes. Dans la deuxième partie de l'article, nous mettons en évidence les questions qui, selon les perspectives de la critique économique féministe actuelle, devraient être au centre de la discussion sur une politique économique réaliste, équitable, socialement durable et orientée vers l'avenir.

La décroissance et le féminisme

Le débat sur la décroissance n'est pas un discours unique – tout comme il existe différentes perspectives féministes, il existe diverses approches de la décroissance. Dans sa tentative d'ordonner et de structurer le spectre de la décroissance, Matthias Schmelzer (2014), par exemple, identifie courants, dont un féministe (voir figure 1, en annexe).

Cette classification de la perspective féministe correspond à première vue à l'idée que la communauté de la décroissance se fait d'elle-même et à son organisation interne¹. En revanche, depuis le cinquième congrès international sur la décroissance en 2016, il existe la *Feminisms and Degrowth Alliance* (FaDA). L'objectif déclaré de ce groupe est de « promouvoir le dialogue entre les féministes et les partisan·e·s de la décroissance, et de faire de l'argumentation féministe une partie intégrante de l'activisme et de la science de la décroissance » (Abazeri et al. o.J.). Il ne s'agit donc pas pour la FaDA d'établir le féminisme comme une perspective possible du mouvement de la décroissance. Au contraire, elle considère qu'il n'y a pas de critique de la croissance sans perspective féministe. Elle se concentre sur une conception émancipatrice du travail, sur le « care », ainsi que sur la question de savoir à quoi pourrait ressembler une vie bonne pour tou·te·s dans une société de décroissance, et se réfère pour cela à des théoriciennes et activistes féministes qui travaillent depuis des années sur les thèmes de l'économie et de la décroissance².

L'oubli structurel

Les chercheuses, auteures et théoriciennes féministes ont joué un rôle central dans les débats sur la décroissance dès le début. Pourtant, elles sont généralement ignorées dans les présentations de la tradition de pensée, comme l'observent Matthias Schmelzer et Andrea Vetter : « Dans les listes des « pères » intellectuels des discussions sur la post-croissance, les « mères » n'ont pas été mentionnées du tout ou seulement de manière

¹ En particulier, rassemblé en ligne via le blog www.degrowth.info/en/

² <https://www.degrowth.info/en/fada>

marginale, bien que de nombreux arguments critiques à l'égard de la croissance, entre autres de la critique socio-économique, du capitalisme ou de l'industrialisme, remontent à ces penseuses » (Schmelzer/Vetter 2019). Corinna Dengler décrit également l'exclusion de la tradition de la critique féministe de la croissance comme une occultation systématique : « La critique féministe de l'économie et de la croissance qui s'est développée parallèlement à la critique écologique de la croissance et qui est, à bien des égards, très pertinente pour la décroissance, est encore aujourd'hui souvent « oubliée » structurellement et (si elle l'est) considérée uniquement comme une alliance et non comme le fondement central de sa propre critique de la croissance ». (Dengler 2020) Comme l'observent les militantes de la FaDA Corinna Dengler et Barbara Muraca, le mouvement de la décroissance commence seulement à reconnaître qu'il existait déjà des perspectives féministes et écologiques sur l'économie avant son apparition (Saave et al. 2019).

Les mères féministes

Maria Mies, Veronika Bennholdt-Thomsen et Claudia von Werlhof, ainsi que d'autres théoriciennes féministes à partir des années 1970, comme par exemple Silvia Federici ou Selma James, ont mené des réflexions fondamentales sur l'interaction entre l'accumulation du capital, la croissance économique et la création continue de sphères de vie séparées ou de « colonies de l'homme blanc » dans la société organisée de manière capitaliste (Werlhof et al. 1988). L'approche de la subsistance de Bielefeld, développée par Maria Mies, Veronika Bennholdt-Thomsen et Claudia von Werlhof, est particulièrement importante à cet égard. Elle montre comment des parties de la vie sont systématiquement extra-territorialisées, c'est-à-dire situées en dehors de l'économie, et comment leur libre disposition est naturalisée pour le processus de production capitaliste. Cela se produit aussi bien avec la nature et les pays du Sud qu'avec les personnes et les activités selon les hiérarchies de la différence sociale (en particulier le genre). Ainsi, les femmes, avec tout ce qu'elles produisent en termes de vie, de biens et de services, deviennent une ressource naturelle non- ou sous-payée, disponible en permanence et exploitable pour le processus de production capitaliste ou, justement, une colonie (ibid.). Bien qu'une grande partie de ces activités constituent la base de « l'économie » – car tous les êtres humains doivent d'abord naître, être soignés, nourris, élevés et ont également besoin de vêtements propres et de nourriture à l'âge adulte avant de pouvoir générer des profits dans les bureaux, les usines et les entreprises – elles ont été et sont toujours qualifiées de non-économiques ou d'extra-économiques.

Cette approche des économistes féministes révèle comment la « séparation et les dichotomisations – et les hiérarchisations qui en découlent – entre la sphère productive et la sphère « reproductive » » (Biesecker/ Hofmeister 2010) constituent le fondement de l'accumulation du capital et de la croissance économique, et sont donc également à la base des crises économiques, écologiques et sociales de plus en plus fortes et récurrentes (Fraser 2014). L'efficacité des dimensions distinctes de la vie que sont l'« économie » et son « extérieur » non économique, comme la reproduction sociale, la nature et la communauté, ainsi que le domaine de la politique, masque le fait que ces domaines différenciés sont imbriqués les uns dans les autres et forment un tout (Bauhardt/Caglar 2010). Les arguments de la marxiste féministe Silvia Federici concernant les « communs » doivent donc également s'appliquer au mouvement de la décroissance : le mouvement devrait s'efforcer de « mettre un terme à la dévalorisation et à la fragmentation constantes de nos vies » (Federici 2012). En d'autres termes, il s'agit de réunir ce qui, dans le capitalisme, apparaît comme un « extérieur » séparé. Cela s'applique également à tous les

travaux non rémunérés que les personnes effectuent au sein de leur foyer, de leur famille, de leur communauté et de leur voisinage et qui, depuis le début de l'industrialisation, sont situés en dehors de « l'économie ».

La plus grande partie de l'économie : la préoccupation ! Travail du soin et d'approvisionnement

Une part importante du travail, qui est essentielle à la reproduction humaine et sociale ainsi qu'à la production du niveau de vie, est effectuée dans l'économie de soins et d'approvisionnement, de manière non rémunérée et payée.³ Ce secteur économique comprend les services aux personnes et aux ménages, tels que les soins de santé, l'éducation des enfants, la prise en charge des proches, mais aussi l'approvisionnement alimentaire et la sécurité sociale (voir figure 2 : secteur économique 4). Il s'agit donc d'activités qui ne sont généralement pas classées à l'intérieur de l'économie. Cependant, pour comprendre l'économie dans son ensemble ainsi que les dynamiques et les relations entre les différents secteurs, il est indispensable de comprendre sa propre logique économique ainsi que les dimensions du travail de soins et d'assistance. L'économiste féministe Mascha Madörin a largement contribué à décrire et à quantifier les caractéristiques spécifiques de l'économie de soins et d'assistance. Ce qui caractérise ces prestations, c'est qu'« elles ne sont pas échangées sur un marché anonyme, mais qu'elles sont fournies directement aux personnes, généralement là où elles vivent et habitent » (Madörin 2021). Le temps nécessaire, l'attachement à un lieu et la « relation humaine font partie du processus de travail et de l'échange économique » (Madörin 2010). Une autre caractéristique importante est une « relation de responsabilité et de dépendance » et donc, en fin de compte, « une différence de pouvoir entre les prestataires de services et les clients » (ibid.). La représentation suivante (voir figure 2, en annexe) de Mascha Madörin met en relation le travail de soins et d'assistance avec le reste de l'économie et il est particulièrement utile pour se rendre compte des ordres de grandeur auxquels nous avons affaire. Au total, en Suisse, environ 70% du volume de travail est effectué de manière – payés et non payés – dans le secteur de l'économie des soins et d'approvisionnement (Madörin 2019). Seule une petite partie de ce gigantesque secteur, comme le commerce de détail et la restauration (noté C dans le graphique), est organisée selon les principes de l'économie de marché. Alors que les branches des soins de santé, de l'aide sociale, de la garde d'enfants et de l'éducation (B) sont particulièrement dépendantes des finances publiques, la plus grande partie du travail de soins est effectuée de manière non rémunérée dans les ménages (A). Cette perspective est particulièrement centrale pour les femmes. En effet, elles consacrent plus de 80% de leur temps de travail à des activités liées aux soins et à l'assistance aux personnes : dans le commerce de détail, dans les soins, dans la garde d'enfants, dans les écoles, dans les institutions sociales et dans les ménages (ibid.).

Ce n'est que de cette manière qu'il est possible d'appréhender l'ensemble des prestations économiques, en particulier celles des femmes, de faire apparaître le travail de soins et d'assistance comme une contribution essentielle à l'économie nationale et de poser des questions sur la signification et la valeur du travail ainsi que sur son financement et son organisation futurs. Des questions qui devraient également être au centre d'un mouvement de critique de la croissance. Bien que ces observations soient reprises dans le mouvement de la décroissance par les féministes, il n'y a pas d'accord sur la signification de cette

³ Nous entendons par là toutes les activités qui, non rémunérées ou rémunérées, servent directement à prendre soin des personnes ou indirectement à les soigner.

perspective. Angelika Zahrt et Irmi Seidl reconnaissent par exemple que le travail non rémunéré a des caractéristiques spécifiques, car « l'acte d'échange avec de l'argent » est absent et que le marché ne sert donc pas de mécanisme de coordination (Seidl/Zahrt 2019). Cette approche est toutefois insuffisante dans la mesure où elle ne permet pas de comprendre l'économie comme étant essentiellement composée de travail de soin et d'assistance : elle ne tient pas compte, ou trop peu, des dynamiques économiques spécifiques entre le travail rémunéré, généralement considéré comme « l'économie », et le travail de soins et d'assistance.

Croissance économique fictive, ou : pourquoi le travail non rémunéré a sa place dans le PIB

Dès que le travail est rémunéré, il devient une partie visible et mesurable du produit intérieur brut (PIB). La croissance du PIB ne signifie donc pas en soi que quelque chose de nouveau est créé avec une valeur ajoutée. Elle peut aussi résulter du simple fait que des domaines d'activité passent de non rémunérés (en dehors de la performance économique mesurée) à rémunérés (à l'intérieur). Cette « pseudo-croissance » ne change rien à l'activité économique d'un pays ni nécessairement au volume de travail fourni (Knobloch 2019). Les instruments courants d'analyse économique ne nous apprennent toutefois rien sur l'ampleur et l'ordre de grandeur de ces transferts. L'inclusion du travail non rémunéré dans le PIB permettrait de les rendre visibles au fil du temps et donc de les discuter et de les analyser. Nous considérons que cette étape est essentielle pour les questions d'organisation du travail en fonction du genre au sein d'une société. Enfin, elle s'inscrit dans une perspective critique de la croissance : toute croissance économique ne nuit pas à l'économie et tout scénario de décroissance n'est pas souhaitable. Au contraire. Lorsque la croissance mesurée par le PIB stagne ou s'effondre à la suite d'une crise économique, la politique d'austérité qui en découle et la réduction des budgets publics qui l'accompagne conduisent à la substitution du travail rémunéré par du travail non rémunéré : « What has become clear from studies of structural adjustment and financial crisis is that when reduced purchasing power at household level forces a decline in consumption goods obtained in the market, and when public services are reduced due to public expenditure cuts, unpaid work and caring tend to provide, to some extent, substitutes for these goods and services, thereby limiting the loss in wellbeing at the households level [...] This means that when employment and income go down, unpaid work goes up and so does the consumption of goods and services produced with unpaid work »⁴ (van Staveren 2010 : 11) En revanche, le développement de secteurs financés par des fonds publics, tels que l'éducation, la santé, le travail social et la garde d'enfants, signifie davantage d'emplois qui contribuent de manière centrale à la cohésion sociale et (par rapport à de nombreux autres emplois) n'accélèrent pas la destruction des ressources écologiques. Il s'agit donc d'une croissance souhaitable, à condition que les ressources nécessaires soient mises à disposition pour des salaires décents et un personnel suffisant. Car l'emploi dans le domaine des soins et de l'assistance nous assure un avenir durable.

Propre logique de croissance de la préoccupation et le travail d'approvisionnement

⁴ En anglais dans le texte d'origine : « Ce qui est devenu clair à partir des études sur l'ajustement structurel et la crise financière, c'est que lorsque la réduction de la puissance d'achat au niveau des ménages entraîne une baisse des biens de consommation obtenus sur le marché, et lorsque les services publics sont réduits en raison de coupes dans les dépenses publiques, le travail non rémunéré et les soins tendent à fournir, dans une certaine mesure, des substituts à ces biens et services, limitant ainsi la perte de bien-être au niveau des ménages [...] Cela signifie que lorsque l'emploi et le revenu baissent, le travail non rémunéré augmente, tout comme la somme des biens et services produits par le travail non rémunéré ».

C'est surtout dans la production industrielle de biens que les innovations technologiques permettent de rationaliser les processus de travail, ce qui permet de produire davantage de biens à moindre coût. Il en va autrement de la « production » et de la « consommation » de services aux personnes, c'est-à-dire du travail de soins et d'assistance rémunéré, comme nous l'enseignent des économistes féministes telles que Mascha Madörin ou Susan Donath : la croissance par l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire, par exemple, le fait que de plus en plus d'enfants soient pris en charge par de moins en moins de personnel de garde, est très limitée. Il existe une limite claire au nombre d'enfants qu'une personne peut prendre en charge. Si cette limite est dépassée, il en résulte des enfants négligés et non une augmentation de la productivité (Donath 2014). La croissance dans le secteur des soins et de l'assistance signifie donc en premier lieu que l'on travaille plus d'heures. Le travail de soins est et reste chronophage et donc coûteux en termes de travail et d'argent (Madörin 2011). Il soulève d'autres questions économiques que la production industrielle ou le secteur des services financiers. L'accumulation capitaliste a lieu principalement dans les secteurs économiques 2 et 3 (voir figure 2). Comment la dynamique se modifie-t-elle donc au niveau macroéconomique lorsque le rapport entre les secteurs et les branches dits à forte valeur ajoutée et ceux à forte intensité de main-d'œuvre change ? Au lieu d'adopter une approche économique théorique et politique, des approches, telles que la nouvelle gestion publique, réduisent le temps et l'argent consacrés au travail de soins et d'assistance, et donc aux femmes, dans une tentative désespérée d'augmenter les profits et de réduire les coûts, en économisant le personnel et en faisant pression sur les salaires.

L'économie durable, une question de temps et d'argent

Pour avoir accès à des soins de santé de qualité, élever des enfants, bénéficier d'une éducation et d'une sécurité sociale – en d'autres termes, pour une part essentielle de notre niveau de vie – il est essentiel de savoir si l'on peut consacrer du temps au travail de soins et d'assistance, et dans quelle mesure. Il s'agit en effet d'un travail socialement nécessaire qui doit être effectué et qui, comme nous l'avons déjà expliqué, ne peut être rendu que très partiellement productif. Cela vaut aussi bien pour le travail de soins et d'assistance rémunéré que pour le travail non rémunéré. Depuis les années 1970, l'emploi dans le secteur des soins et de l'assistance rémunérés s'est considérablement développé. Aujourd'hui, nous assistons également à un transfert des tâches de soins et d'assistance jusqu'alors rémunérées vers les ménages. Par exemple, lorsque des personnes sont renvoyées prématurément après une opération ou que des établissements de soins et d'enseignement sont fermés suite à un *lockdown*. Dans le même temps, la pression sociale et économique exercée sur les femmes pour qu'elles augmentent leur temps de travail s'accroît et l'argent et le temps se raréfient dans les domaines où les femmes sont les plus nombreuses à travailler. Les femmes ne gagnent pas moins parce qu'elles travaillent moins, mais parce qu'elles sont beaucoup plus sous-payées et non rémunérées que les hommes. En même temps, elles souffrent d'un manque de temps permanent. En effet, tout se passe comme si le travail non rémunéré – et les ressources naturelles en général – était une ressource illimitée dont on peut disposer librement. Il s'agit donc de questions relatives à la répartition du temps et de l'argent (et donc du pouvoir) entre les sexes d'une part et dans l'ensemble de la société d'autre part.

Un certain nombre de théoriciennes et de militantes féministes proposent la « *Commonisation* » du travail de soins. L'idée des « *commons* » doit être comprise comme la « socialisation des biens communs » (selon la figure 1) et se situe à l'intersection du

courant dit « radical » et du courant féministe du mouvement de la décroissance. La « socialisation » vise à soustraire les ressources telles que le sol, l'eau, les zones de pêche ou les sources d'énergie à la logique du marché et donc à la croissance obligatoire, et à organiser leur utilisation de manière collective. Selon Federici (2020), une représentante féministe de l'idée des *commons*, il ne s'agit rien moins que de « reconquérir la maison comme centre de la vie collective ». Corinna Dengler et Mirjam Lang (2019) affirment que « la décroissance et la *commonisation* du *care* » ont le potentiel d'ouvrir la voie à un avenir plus équitable entre les genres. L'organisation communautaire offre la possibilité de répartir le travail de soin entre tous les membres de la société et crée un cadre pour la reconnaissance sociale du travail de soin en dehors de son évaluation monétaire (ibid.). Le travail de soin et les autres biens communs doivent donc être soustraits à la logique d'exploitation capitaliste et organisés collectivement en fonction des besoins des personnes, le plus près possible de leur domicile, en tant que base d'un nouveau mode de production non individuelle et non capitaliste. Au lieu de travailler moins, tout le monde devrait travailler plus sans être payé : une extension de l'économie sans argent⁵.

Les réflexions de Mary Mellor vont dans une autre direction, elle s'intéresse de près à la question de l'argent, de l'économie et du « *Social Provisioning* »⁶. Elle reprend également l'image des biens communs, mais avec une orientation spécifique : l'argent doit être revendiqué comme un bien commun et démocratisé. Il est possible d'imaginer une gestion démocratique de l'argent dans l'économie, dans laquelle l'argent pourrait être utilisé pour des affaires publiques et sociales telles que l'éducation, la santé, la sécurité sociale ou même la conversion écologique, et pourrait être soustrait à la logique du marché sous la forme de « *public money* » (Mellor 2016). Pavlina Tcherneva va dans le même sens avec le « *National Care Act* », dans lequel le financement du « *care for the environment* », du « *care for the people* » et du « *care for the community* » doit être ancré (cf. Madörin 2021). Concrètement, ces domaines de l'économie et de la société doivent être massivement développés au moyen d'une « *job guarantee* » financée de manière centralisée – avec un salaire minimum fixé. Le travail nécessaire pour relever les défis environnementaux qui se profilent pourrait créer des millions d'emplois dans le secteur public. Il en va de même pour les lacunes existantes dans les soins et l'assistance aux personnes et leur approvisionnement en aliments sains, en services de santé et en offres de formation. Les lacunes existantes doivent être comblées par la « *job guarantee* », qui a pour effet de soulager les familles en termes de temps et d'argent, tout en créant des emplois utiles à proximité des lieux de résidence, avec un revenu garanti. Par « *Care for the Community* », Tcherneva (2018) entend l'auto-organisation des personnes au sein des communes et/ou des communautés pour restaurer les espaces publics, créer des jardins scolaires et des espaces de *co-working*, etc. Tcherneva souligne que tous ces emplois doivent être financés de manière centralisée, mais que l'initiative et la mise en œuvre doivent être organisées « par le bas » (ibid.). En même temps, elle attire l'attention sur le fait que, parallèlement, une infrastructure nationale (toujours) financée et organisée directement par l'État est nécessaire (Tcherneva 2020). Le Women's Budget Group (WBG) de Grande-Bretagne a élaboré un programme intitulé « *Creating a Caring economy* », qui accorde une importance égale aux thèmes de la durabilité, de l'égalité des sexes et du « bien-être » et les place au centre d'un nouvel ordre économique. Le WBG souligne également

⁵ <https://www.degrowth.info/en/fada>

⁶ Il n'existe pas de traduction française claire pour le terme „Social Provisioning“. Il englobe les services sociaux et la reproduction, c'est-à-dire ce que nous appelons l'économie de soins et d'approvisionnement.

l'importance du cadre monétaire et fiscal pour la création de cette « *Caring economy* » et demande en outre la refonte du système fiscal. Les fonds ainsi libérés doivent être investis dans des services publics durables et financés de manière adéquate, par exemple dans le domaine des soins et de l'assistance ou dans un approvisionnement en transports publics respectueux de l'environnement, mais aussi dans des mesures de lutte contre la violence envers les femmes. Il est fondamental de « repenser ce que nous entendons par 'économie' ». Une « *Caring economy* » signifie agir ensemble pour améliorer le bien-être des personnes, et non pas continuer à maximiser la croissance économique (WBG 2020).

Une économie durable dans une perspective féministe

Quelles que soient les propositions et les débats que nous privilégions, ils soulèvent des questions qui devraient être pertinentes pour tou·te·s : Qu'est-ce qui fait que notre vie vaut la peine d'être vécue ? Quelles activités créent de la richesse et un niveau de vie ? Quels sont les emplois qui créent de la cohésion et nous assurent un avenir ? De quels travaux dépendent notre société dans son ensemble et nos individus ? Comment organiser et financer le travail de soins et d'assistance à l'avenir qui va de pair avec une transformation écologique de l'économie ? À quoi ressemble une société dans laquelle les femmes et leur travail comptent réellement ? Nous pensons qu'il existe de riches réflexions féministes dont le mouvement de la décroissance et d'autres devraient s'inspirer. Le volume du travail de soins et d'assistance est à lui seul une raison suffisante pour l'intégrer dans les théories et les politiques économiques tournées vers l'avenir. Si l'on ne tient pas compte du travail de soins et d'assistance, rémunéré ou non, et de sa répartition entre les sexes, les analyses économiques restent réduites et des questions essentielles restent sans réponse, notamment en ce qui concerne la durabilité, la prospérité, le niveau de vie et, surtout, l'égalité des sexes.

Ce texte a été rédigé dans le cadre du projet « Quand les femmes comptent » d'Economieféministe et doit être considéré comme une contribution au débat.

Source

HERRIGEL Johanna, PETER Anja, « La décroissance dans la perspective de l'économie féministe », in Jahresbuch 2021, Post wachstum ? Aktuelle auseinandersetzungen um einen Grundlegenden gesellschaftlichen Wandel. Denknetz / Réseau de Réflexion, Zürich, 2021.